



Vignette Action Climat

Une nouvelle façon de compenser ses émissions de CO₂

« Combien pour traiter vos déchets ? »

Mieux comprendre et améliorer les taux de collecte des déchets au Burkina Faso

La durabilité avant tout

Tribune de Martin Fässler, ancien chef de l'État-major de la DDC

De l'électricité verte pour près de 400 familles malgaches

Inauguration de la centrale hydroélectrique de Sarobaratra

D'une puissance de 100 kW, la centrale hydroélectrique de Sarobaratra est le plus grand ouvrage hydroélectrique jamais réalisé par le CEAS et ses partenaires. (photo : D. Schneider / CEAS)



Editorial

Au diable les slogans à l'emporte-pièce

N'en déplaise aux populistes de tous bords, nous vivons dans un monde complexe dont les principaux défis – pauvreté, justice sociale, respect de l'environnement, urgence climatique etc. – ne peuvent être résolus par des solutions simplistes.

Cette complexité, le CEAS tente de l'appréhender en s'investissant dans des thématiques complémentaires – assainissement, énergie, sécurité alimentaire – mais également en intégrant des expertises de tous bords, afin d'avoir un impact positif à long terme sur un maximum de bénéficiaires. C'est ainsi, par exemple, que Nicolas Polasek, dans le cadre de son Master en économie, est récemment intervenu au Burkina Faso pour aider les communes partenaires du CEAS à améliorer leur taux de collecte des déchets (page 4).

A Madagascar, ce sont des compétences en hydraulique, en électromécanique et en électricité qu'il a fallu mobiliser pour construire la plus grande centrale hydroélectrique jamais réalisée par le CEAS (pages 6 et 7). A d'autres occasions, ce sont les conseils d'anthropologues, d'agroéconomistes ou de géographes que nous avons intégrés à nos réflexions.

Malgré tous nos efforts, nous devons rester humbles face aux enjeux auxquels nous faisons face. Les contextes dans lesquels nous intervenons sont difficiles et en rapide mutation. Les solutions que nous élaborons avec nos partenaires locaux et notre réseau d'experts font l'objet de multiples compromis que nous assumons. C'est d'autant plus vrai que chaque activité humaine a un impact potentiel sur l'environnement et sur le climat.

En Suisse, le Conseil fédéral, dans son projet de stratégie 2021-24 pour la coopération internationale, apporte sa vision des compromis nécessaires. Malheureusement, comme l'explique Martin Fässler ci-contre, cette stratégie pourrait se résumer par le slogan «Switzerland First». C'est certain, si le monde et la planète se portent mieux, la Suisse en bénéficiera automatiquement. Pas sûr, en revanche, que si l'on met au premier plan les intérêts de la Suisse, le monde s'en portera mieux.

C'est pourquoi il est d'autant plus important qu'ensemble, nous nous mobilisons. Que ce soit en marchant pour le climat, en optant pour l'achat de produits respectueux de l'Homme et de la planète ou en nous engageant pour l'inclusion des plus démunis.

Evidemment, cela demande davantage d'efforts que de construire des murs ou de lancer de slogans à l'emporte-pièce. Mais, vous qui nous soutenez depuis de nombreuses années, vous savez que ce n'est que comme ça que nous laisserons à nos enfants un monde meilleur.

Merci pour votre soutien !

Patrick Kohler,
Sous-directeur



Impressum

Le journal Déclik paraît 4 fois par année
en français et allemand

Tirage septembre 2019 : 3000 exemplaires français,
900 exemplaires allemands (Impuls)

Imprimé sur papier recyclé certifié « Blue Angel »

Prix indicatif de l'abonnement annuel : CHF 10.-

Editeur : CEAS

Rue des Amandiers 2, CH-2000 Neuchâtel

T. +41(0)32 725 08 36,

Rédacteur responsable : Patrick Kohler

Impression : Onlineprinters

Graphisme et mise en page : Christian Schoch, Cernier

ClimatePartner
climatiquement neutre

La durabilité avant tout



Par
Martin Fässler*

Dans son « Rapport explicatif sur la coopération internationale 2021-2024 », le Conseil fédéral plaide en faveur d'une stratégie qui pourrait se résumer ainsi : « La Suisse d'abord, la durabilité ensuite ». Il manque ainsi une belle occasion de promouvoir la transition urgente vers le développement durable à travers la Coopération Internationale de la Suisse (CI).

Dans son « Rapport explicatif sur la coopération internationale 2021-2024 », le Conseil fédéral met l'accent sur la lutte contre les migrations et le changement climatique, la création d'emplois, la croissance économique et la promotion de la paix et de l'Etat de droit. Il spécifie en revanche que les fonds déployés doivent profiter à la Suisse. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 adoptés par l'ONU en 2015 ne sont, quant à eux, que brièvement mentionnés.

L'Agenda 2030 et le Traité de Paris sur le climat fixent des objectifs ambitieux en matière de développement durable. Une réorientation socio-écologique de la politique, de l'économie et de la société est indispensable pour leur mise en œuvre, dans les pays prospères comme dans les pays pauvres. Pourtant,

le « Rapport explicatif » plaide pour un chemin solitaire de la Suisse, en dehors du projet international de modernisation, de justice et de paix de l'Agenda 2030.

Selon moi, cinq raisons plaident en faveur d'une politique suisse plus claire et plus cohérente :

1. La Suisse engendre les impacts négatifs à l'extérieur de ses frontières les plus élevés au monde. En effet, notre politique fiscale, notre niveau de vie et de consommation ont des effets importants à l'étranger, que ce soit du point de vue de l'environnement, de la sécurité ou de l'économie.

2. La Suisse dispose d'avantages comparatifs considérables, tels qu'une économie compétitive axée sur l'exportation et une coopération internationale performante. Elle peut les lier pour soutenir des réformes structurelles socio-écologiques afin de réduire la pauvreté et les inégalités sociales. Ceci, tout en contribuant à la transition vers des économies respectueuses du climat.

3. La Suisse dispose des conditions préalables à un virage réussi vers le développement durable. Parmi elles, un haut niveau technologique, des réseaux d'acteurs du changement et des modèles économiques durables. Elle peut, dans le cadre d'alliances pionnières, aider à promouvoir des initiatives visant à accélérer le changement durable.

4. A travers des coopérations scientifiques, la Suisse peut soutenir la mise en

œuvre des objectifs de développement durable tout en « décarbonisant » l'économie et la société. Elle peut également renforcer sa position sur les marchés futurs grâce à une coopération plus étroite avec le secteur privé.

5. Les ressources financières mises en œuvre doivent représenter des investissements futurs dans un intérêt « éclairé » de la Suisse.

Par ailleurs, les pays et les thèmes prioritaires mis en avant dans le rapport donnent l'impression d'un statu quo. Le retrait de la DDC (Direction pour le Développement et la Coopération) de l'Amérique latine n'est justifié que par des arguments financiers. La responsabilité des autres domaines de la politique suisse pour une mise en œuvre réussie de l'Agenda 2030 n'est pas évoquée. Enfin, une coopération internationale axée sur la « Suisse d'abord » ruine l'esprit de la loi sur l'aide au développement.

Pour un pays qui gagne un franc sur deux à l'étranger, le « parasitisme » n'est pas une option d'avenir. Il est dans l'intérêt de la Suisse de contribuer activement au succès de l'Agenda 2030 et du Traité de Paris sur le climat.

*Martin Fässler, expert en durabilité, ancien membre de la direction chef de l'Etat-major de la DDC.

¹ Selon un rapport de la Fondation Bertelsmann <https://www.solarify.eu/2019/06/23/902-viele-worte-wenig-taten-un-nachhaltigkeitsziele-koennten-scheitern/>

« Combien pour traiter vos déchets ? »

Délégué du CEAS à Genève, Nicolas Polasek vient de terminer son Master en sciences économiques à l'Université de Genève. Il a choisi de consacrer son mémoire de fin d'études à la recherche de moyens pour influencer positivement les taux de collecte des déchets au Burkina Faso. Son étude pourrait avoir un impact significatif sur l'amélioration de la santé publique dans les 10 communes moyennes partenaires du CEAS dans ce pays.

En quoi consistait votre étude et comment vous vous y êtes pris pour la réaliser ?

Le but de mon travail était de comprendre comment augmenter le nombre de ménages abonnés au service de gestion des déchets dans les zones rurales du Burkina Faso. Nous souhaitons ainsi faire bénéficier à l'ensemble de la population de ces communes d'un cadre de vie plus sain.

Mon étude étant centrée sur la demande des ménages, elle se basait principalement sur des enquêtes. Problème, pour que les résultats aient une valeur statistique, il fallait récolter l'avis d'au minimum 500 foyers de la ville de Nobéré. J'avais donc besoin d'aide et j'ai pu compter sur sept enquêteurs burkinabè. Ils devaient chacun questionner 6 à 7 ménages par jour, grâce à un questionnaire qu'ils remplissaient sur un smartphone. C'était beaucoup d'informations à traiter mais j'ai heureusement été aidé par une étudiante burkinabè.

Quelles ont été les difficultés majeures auxquelles vous avez été confronté ?

Si je ne devais n'en citer qu'une, ce serait la difficulté de créer un questionnaire qui permette de mesurer le niveau économique des ménages concernés. Nous avons abordé cet aspect par des questions concernant les achats mensuels de céréales. Mais je n'avais pas imaginé que certaines céréales se récoltent en sacs de 50 kg et d'autres en charrettes: pas évident à additionner...! Mais les



Nicolas Polasek a été bien entouré par les collaborateurs du bureau de coordination du CEAS au Burkina Faso.

collègues du bureau de coordination du CEAS au Burkina Faso ont fait preuve d'un soutien formidable et nous avons fait plusieurs tests du questionnaire pour être sûr d'avoir des réponses fiables.

Quelles sont les principales conclusions de votre travail et quel impact pourrait-il avoir ?

Nous avons pu conclure que les ménages qui ne s'abonnent pas au service de collecte de leur quartier ou de leur ville le font pour des raisons avant tout économiques. Le prix de ce service joue par conséquent un rôle prépondérant. Nous avons aussi déterminé que la sensibilisation joue également un rôle important. Cela nous aidera à améliorer les mécanismes imaginés pour augmenter encore l'impact de nos projets.

Que retiendrez-vous de votre séjour ?

Ce que je retiendrai par-dessus tout, ce sont les échanges que j'ai eus avec les collègues du bureau de coordination du CEAS au Burkina Faso. En particulier les déplacements entre Ouagadougou et Nobéré. Deux heures de trajet pour échanger sur les difficultés de notre étude, imaginer des solutions, et subir ou

apprécier les choix musicaux de chacun ! [rires..]

Quels messages souhaiteriez-vous passer à nos lecteurs en Suisse ?

J'aimerais souligner combien l'approche du CEAS est importante à mes yeux. Ce n'est pas facile de se remettre en question pour qu'un projet fonctionne mieux. Pourtant, le CEAS essaie constamment d'innover pour améliorer ses projets, notamment grâce à ses partenariats avec des Hautes Ecoles et des Universités. Je pense que ce lien entre activités sur le terrain et recherche scientifique est très important, et je sais la chance que j'ai eue de l'expérimenter avec ce travail.

Propos recueillis par Patrick Kohler

Toutes les études mandatées par le CEAS sont désormais partagées en ligne afin de bénéficier à un maximum de personnes ou institutions <https://www.ceas.ch/publications/publications-spécialisées.html>

Vendre du beurre de karité pour payer les soins médicaux

Créée en 2014, l'association Lilboure est une structure burkinabè qui promeut l'entraide et la solidarité entre ses membres. Ses membres sont atteintes de maladies graves comme le cancer, qui engendre des frais médicaux importants. Pour y faire face, elles souhaitent fabriquer et vendre des cosmétiques à base de karité. Elles ont sollicité l'aide du CEAS.

prochée d'autres femmes qui, comme elle, étaient atteintes de cette maladie.

Elles ont commencé à se voir régulièrement pour parler, libérer une parole qui n'est pas toujours facile à entendre lorsqu'on est bien portante. Aux problèmes de santé s'ajoutent les problèmes financiers causés par la maladie. Parmi les solutions envisagées, la production de

Touché par les membres de cette association, le CEAS veut soutenir leur initiative et le lancement de cette activité à la fois économique et sociale. Il s'agirait ainsi de mettre le pied de ses membres à l'étrier en les aidant à acquérir les équipements et intrants nécessaires au lancement de leur activité. Déterminées à proposer des produits de qualité biologique, ses membres ont déjà identifié une douzaine



Mme Téné Hien a formé des centaines de femmes à la transformation du karité. Aujourd'hui, elle souhaite partager ce savoir-faire avec les femmes de sa propre association. (photos : Pierre-W. Henry)

Ancienne collaboratrice du CEAS, Téné Hien connaît tout du karité. Elle qui a enseigné la transformation du noyau de ce fruit à des centaines de femmes dans la campagne burkinabè, elle souhaite transmettre son savoir-faire à l'association Lilboure qu'elle préside aujourd'hui. Créée en 2014, son nom signifie « loin du bruit » en moré. Ce bruit, parfois incessant, voire insupportable, c'est celui qui a bourdonné dans la tête de Mme Hien dans les semaines qui ont suivi son diagnostic : un cancer du sein. A cette époque, elle a pu compter sur une chaîne de solidarité qui lui a permis de bénéficier d'un traitement adéquat. Cette épreuve l'a également rap-

beurre de karité s'est tout naturellement imposée à elles. Elles ont ainsi décidé de formaliser leur groupe en créant l'association Lilboure. Elles ont ensuite chiffré leurs besoins en matériel et ont rassemblé toutes leurs économies. Hélas, les équipements nécessaires – moulin, concasseur, baratte, torréfacteurs etc. - bien que disponibles localement, sont coûteux. Par ailleurs, obtenir un crédit s'est avéré impossible dans leur situation.

de client.e.s prêt.e.s à se fournir chez elles. Les bénéfices dégagés par l'association serviront à la prise en charge des frais médicaux afin qu'aucune d'entre elles ne doive plus renoncer à des traitements par manque de moyens financiers.



Appel aux dons

Deux équipements complets de travail – blouse, gants, bottes et lunettes de protection – ne coûtent que CHF 37.-

Merci du fond du cœur pour votre soutien ! Daniel Schneider

De l'électricité verte pour près de 400 familles malgaches

Le 8 août dernier, la plus grande centrale hydroélectrique jamais mise en service par le CEAS a été inaugurée à Madagascar. Fruit d'une collaboration multi-acteurs, elle profite à près de 2000 personnes dans la commune de Sarobaratra.

Il y a deux ans exactement, nous vous présentions le projet d'électrification rurale le plus ambitieux jamais réalisé par le CEAS: installer une centrale de 100 kW à même de desservir en électricité la population de plusieurs villages de la commune de Sarobaratra, à Madagascar. Totalement dépourvu.e.s d'accès au réseau électrique national, les habitant.e.s et micro-entrepreneurs de cette commune voyaient leurs initiatives de développement se heurter sans cesse à ce handicap insurmontable.

On comprend ainsi aisément pourquoi tant de monde s'est déplacé pour assister à l'inauguration de leur centrale le 8 août dernier. Grâce à la force de la rivière Kotombolo, ce sont en effet 375 ménages, soit près de 2000 personnes, ainsi qu'une



En amont, le barrage permet de concentrer la force de la rivière Kotombolo. (photo: N. Rosoanaivo)



La présence de la Consule de Suisse et du Secrétaire général du Ministère de l'Energie en dit long sur l'importance du projet (photo: sté Petit Pied)



En contre-bas s'érige la centrale hydroélectrique qui fournira, dans un premier temps, de l'électricité à 375 ménages et une vingtaine de micro-entreprises (photo: D. Schneider)

vingtaine d'entreprises familiales, qui pourront être raccordées. Les deux turbines de type Banki ont été produites sur place, par l'atelier Tsiky, soutenu par le CEAS. Elles produisent chacune 50 kW et permettent également d'assurer l'éclairage public au sein de la commune: une amélioration considérable de la sécurité pour les habitant.e.s.

Une inauguration à la hauteur de l'événement

L'inauguration s'est faite en présence du Secrétaire général du Ministère de l'Energie, de la Consule de Suisse à Madagascar, d'une délégation de l'Union Européenne ainsi que de nombreux représentants des autorités régionales. «Ils ont été accueillis par les enfants du village, c'était un très beau moment» nous raconte Joël Maridor, coordinateur du CEAS à Madagascar. «Le timing était très serré puisque la réception technique de l'ouvrage a été effectuée et validée la semaine précédente par les services compétents. Imaginez notre enthousiasme lorsque la première abonnée a enclenché sa décortiqueuse à riz (voir ci-contre). Avec le centre de santé et l'école, sa microentreprise fut la première à être raccordée. Suivront très vite les autres ménages de Fialofa et Sarobaratra. Grâce à l'installation de compteurs prépayés, contrôlés à distance, chacune

et chacun pourra acheter son énergie en fonction de ses besoins, sur simple envoi d'un SMS.

Plus forts ensemble

Si ce projet a pu être mené à bien, c'est grâce à de nombreux acteurs qui s'y sont investis sans compter: l'association PATMAD, l'Association des Ingénieurs pour le Développement des Energies Renouvelables ainsi que l'ADER (Agence de Développement de l'Electrification Rurale). Il a également fallu intéresser des opérateurs économiques, prêts à se lancer dans cette aventure. C'est la société Welight (nous illuminons), issue d'un consortium franco-malgache, qui exploite désormais l'infrastructure. Mais le CEAS suivra encore le projet durant plusieurs mois.

Enfin, il a fallu la confiance de nombreux donateurs, donatrices et partenaires financiers: la Commission pour l'Océan indien, la Plateforme suisse REPIC et la Fédération genevoise de coopération notamment. Un très, très grand merci à toutes celles et tous ceux qui ont cru en ce projet!

Patrick Kohler

Changement de vies et nouvelles perspectives à Sarobaratra

Madame Claudine, propriétaire d'une petite entreprise de traitement du riz

« Cela fait huit ans que je transforme le riz. Il y a beaucoup d'étapes et elles nécessitent des machines gourmandes en énergie. Les cultivateurs viennent chez moi avec leur riz sur tige et repartent avec le riz décortiqué. Pour cela, j'avais besoin de 5 litres de diesel qui me coûtaient prêt de 3500 ariary le litre (environ CHF 1.-). Au final, près des $\frac{3}{4}$ de mes recettes étaient englouties pour acheter du diesel!

Grâce à l'électricité, je vais pouvoir développer mes activités. Je pourrai faire fonctionner deux machines en parallèle. En plus, mes trois enfants et moi profiterons de la lumière à la maison et dans la rue: c'est rassurant le soir. »



(photo : P. Kohler)

Monsieur Faly et Madame Miora, épiciers

« Nous avons ouvert notre épicerie en 2010. Nos meilleures ventes sont les boissons mais nous n'avons aucun moyen de les rafraîchir. En été, nos clients s'en plaignent et n'achètent pas autant qu'en hiver. Avec l'arrivée de l'électricité, nous pourrions brancher un réfrigérateur qui nous permettra aussi de conserver de la viande. Grâce à la lumière, nous pourrions rester ouverts plus longtemps. Nous voudrions aussi brancher une télévision, pour suivre les informations. Et Madame Miora ajoute: Je voudrais aussi acheter un « Babylliss » pour proposer un service de coiffure à mes clientes. »



(photo : D. Schneider)

Compensez vos émissions de CO₂ avec le CEAS !

Selon l'Office fédéral de l'environnement, chaque Suisse.sse émet en moyenne 14 tonnes de CO₂ par an. Réduire l'utilisation de la voiture, diminuer notre consommation de viande ou changer nos installations énergivores sont nécessaires pour faire baisser ce chiffre. S'il n'est pas possible de réduire ces émissions à zéro, on peut en revanche les compenser en permettant aux populations dépourvues d'accès à l'électricité de bénéficier de sources d'énergie renouvelables. C'est ce que nous proposons avec la Vignette Action climat.

De plus en plus de collectivités publiques reconnaissent l'urgence climatique dans laquelle la planète se trouve. C'est pourquoi nous devons tout faire pour réduire

nos émissions de CO₂. Dans le même temps, deux personnes sur trois en Afrique subsaharienne n'ont pas accès à l'électricité. Cela représente un obstacle souvent insurmontable à la réduction de la pauvreté.

En plus des efforts de réduction de nos émissions, nous pouvons en partie les compenser et, par exemple, permettre à des familles malgaches, sénégalaises ou burkinabè de bénéficier d'un accès durable à une source d'électricité renouvelable. Nous proposons pour cela un système très simple de vignettes autocollantes que vous pouvez afficher fièrement sur votre frigo, votre voiture, votre vélo électrique ou votre ordinateur portable. Selon les cours internationaux, le



prix de la compensation d'une tonne de CO₂ est de CHF 29.- (mai 2019).

Chaque tonne de CO₂ compensée nous permet de mettre en œuvre des projets qui luttent contre le changement climatique; qu'ils soient liés à l'agroécologie ou à l'accès aux énergies renouvelables. Alors n'hésitez plus et commandez votre vignette 2020!

La boutique

Veuillez me faire parvenir les produits suivants contre facture :	Prix (CHF)	Quantité	Total
Vignette Action climat année 2020. (étiquette autocollante de 5 cm)			
1 tonne de CO ₂ compensée	29.-	_____	_____
2 tonnes de CO ₂ compensées	58.-	_____	_____
3 tonnes de CO ₂ compensées	87.-	_____	_____
4 tonnes de CO ₂ compensées	116.-	_____	_____
5 tonnes de CO ₂ compensées	145.-	_____	_____
Produits malgaches de notre boutique en ligne www.leshop-equitable.ch			
Baies Roses 25g	7.20	_____	_____
Cannelle en poudre 45g	6.10	_____	_____
Clous de girofle 25g	4.80	_____	_____
Curcuma en poudre 45g	7.00	_____	_____
Gingembre en poudre 45g	7.70	_____	_____
Noix de Muscade en poudre 45g	9.50	_____	_____
Poivre Noir en grains 50g	7.20	_____	_____
Poivre Sauvage 50g	8.80	_____	_____
Poivre Vert en grains 25g	4.00	_____	_____
ACTION Bananes séchées de Madagascar 50g	1.95	_____	_____
ACTION Litchis séchés de Madagascar 50g	2.75	_____	_____
ACTION Physalis séchés de Madagascar 100g	3.80	_____	_____
Frais de livraison	9.00		9.00
	TOTAL		_____

Pour connaître l'ensemble des produits disponibles:
www.leshop-equitable.ch
 par e-mail boutique@ceas.ch ou par téléphone 032 725 08 36

Mme M

Nom, Prénom: _____

Adresse: _____

NPA, Ville: _____

E-mail: _____

Tél.: _____

Date: _____

Signature: _____

www.leshop-equitable.ch



Centre Ecologique Albert Schweitzer
 Rue des Amandiers 2
 CH-2000 Neuchâtel, Suisse

info@ceas.ch
www.facebook.com/ceas.ch
www.ceas.ch

CCP : 20-888-7
 Banque Cler, IBAN : CH89 0844 0429 7432 9017 2